



Le Pen Macron

BILAN DU DEBAT

Le débat Macron - Le Pen - bilan du match.

18 millions de téléspectateurs, au sein de l'Etat français, ont suivi le débat tant attendu entre Emmanuel Macron - candidat de En Marche ! et Marine Le Pen, la candidate du Front National.

Cette confrontation était grandement attendue, grandement scrutée, tant par les habitants de l'Etat français que par le reste du monde, tant elle devait illustrer la confrontation entre deux visions du monde, entre deux idéologies opposées.

Devait, car, fondamentalement, il existe une racine commune entre les deux candidats, des bases communes, sur lesquelles nous allons revenir.

Sans entretenir de faux suspens, la grande majorité des observateurs ont vu s'effondrer la candidate du Front National, incapable de pouvoir mener une réelle offensive idéologique, se cantonnant à des coups d'épées dans l'eau, dans un *ad hominem* constant. Cette tactique, pour des raisons sur lesquelles nous allons revenir, était une faillite complète.

Dans ce paysage qui tendrait à décerner la couronne de laurier au candidat de En Marche, une voix dissonante, celle de l'OVNI du marxisme : Les Matérialistes. Tellement arc-boutés dans leur idée de soutenir Macron à tout prix, du fait qu'il faille faire rempart contre le fascisme lepéniste, que ces apprentis-analystes forcent le trait, déforment la réalité, pour faire de Mme Le Pen la perdante. De la part d'une organisation capable de soutenir les manifestations de policier au nom de l'esprit "Charlie" et de l'unité populaire, qu'attendre d'autre si ce n'est -pour reprendre les mots de leur héraut- des "sauts de cabri" en l'air ?

Pour les marxistes, il existe une matière à analyser qui s'est illustrée lors de ce débat. Donner Macron vainqueur ne signifie pas prendre partie pour lui. Analyser sa stratégie, lors de ce débat, comme cohérente, ne signifie pas l'aduler. Lui trouver une maîtrise dans les sujets qu'il a pu aborder ne signifie pas que nous soyons en accord avec ses conclusions. Seulement nous devons -impérativement- reconnaître les forces et les faiblesses des agents de la bourgeoisie - comme celles de nos alliés - et ne pas projeter de fantasmes sur eux.

Les forces en présence.

D'un coté du ring, le candidat libéral Emmanuel Macron. Ancien ministre du gouvernement Hollande, énarque, passé par les grandes écoles de la bourgeoisie. Mme Le Pen ne ment pas lorsqu'elle le présente comme l'enfant chéri du système -entendre "de la bourgeoisie"-. De l'autre côté, Marine Le Pen, avocate n'ayant jamais plaidé grand-chose, dont l'alpha et l'oméga est son intégration dans le FN, sous l'aile de son père. Jean-Marie Le Pen a en effet construit un poste *ad hoc* pour sa fille. Elle est une représentante du népotisme tout comme Macron est celui du libéralisme. L'une est arrivée par la naissance, par les liens claniques, sans jamais avoir fait preuve de quelque talent que ce soit ; l'autre est un survivant du maelstrom libéral, qui a écrasé et évincé bien des concurrents, qui sait s'entourer de conseillers efficaces... il s'agit de quelqu'un qui -il faut le reconnaître- maîtrise ses dossiers sur le bout des doigts.

La ligne du premier est la suivante : elle est de défendre l'impérialisme français et son alliance avec la coalition européenne. Il est le porteur du message suivant : le succès de l'impérialisme français, le succès de la bourgeoisie française, passe par ses alliances avec les impérialismes et les capitalistes européens. Il présente comme une fierté la progression de l'intégration économique dans la mondialisation, de

l'intégration dans les grands flux mondiaux, dans le libre-échange et dans la dérégulation des normes sociales.

Marine Le Pen représente la ligne pleurnicharde, gémissante, passéiste et rétrograde de l'impérialisme. Sa conception brouillonne de l'économie est le fruit d'un grand écart idéologique : parti nationaliste, prônant le sacrifice des ouvriers sur l'autel de "l'intérêt national" -entendre, là encore, de la bourgeoisie- ; mais tenant de manœuvrer pour se présenter comme une figure du mouvement populaire et social. Fondamentalement, ses idées en terme de macro-économie se résument en quelques lignes : retour au protectionnisme, retour au capitalisme du XIXe siècle -pré impérialiste- retour aux monnaies nationales...

En somme, nous avons deux trajectoires de la bourgeoisie française : l'optimiste et la pessimiste. Le camp du peuple, du progrès, où se trouve t-il ? Nulle part.

Les stratégies :

La stratégie de Macron est une stratégie à l'image de celle appliquée par Bernard Montgomery durant la Seconde Guerre mondiale: elle ne se presse pas, ne prend pas de risque, garde une façade lisse. Conscient de sa supériorité en termes de maîtrise des sujets, Emmanuel Macron n'a nullement besoin d'attaquer, nul besoin de provoquer. Il lui suffit de déployer son projet -ce fameux projet dont l'absence faisait jaser- et de l'exposer. Il compte sur un mélange de charisme et de maîtrise tranquille, sur un discours impérial, de ralliement, d'optimisme pour séduire. Emmanuel Macron dispose, il faut l'admettre, de la haute main.

Même des sujets pourtant typiquement lepénistes sont maîtrisés. Appuyé par l'expertise de Jean-Yves Le Drian, ex-ministre de la défense, Emmanuel Macron connaît parfaitement les questions militaires et les questions relatives à la défense et au renseignement. Il suffit de regarder l'interview donnée dans le numéro du magazine D.S.I. n°128 [Défense et Sécurité Internationale] pour s'en convaincre. Là où Mme Le Pen s'embourbe, mélange les notions, les termes, Emmanuel Macron donne une vision cohérente, séduisante -pour les officiers supérieurs- de l'armée.

Les questions liées à la sécurité intérieures sont traitées avec une fermeté particulièrement rigoureuse, sur laquelle il est intéressant de revenir, car elle illustre l'absence de muraille de Chine entre Emmanuel Macron et Mme Le Pen.

La stratégie de cette dernière est littéralement une copie-conforme de celle du Japon *Shōwa* de 1941. Elle est de déclencher un Pearl Harbor sur les positions de Macron, en attaquant en premier, de tenter de casser ses forces vives, de le provoquer à la bataille. Une fois sorti de ses bases, de casser ses arguments par ses deux super-cuirassés, un *Yamato* "Islam" et un *Musashi* "terrorisme", tandis qu'une manœuvre en tenaille -attaques de droite et de gauche- s'en prend à son programme économique.

Cette stratégie offensive est pourtant un aveu de faiblesse terrifiant. Elle montre que le FN ne dispose que d'un *hard power*, une volonté d'attaquer, de nuire, au contraire du *soft power* de Macron, sa capacité à rallier et à convaincre. Elle est le reflet de deux choses : ou que le FN ne se perçoit pas encore comme un parti capable de gouverner et de gagner les élections, ou que sa candidate, au grand dam de son équipe et de son allié, ne se conçoit qu'en opposante, non en dirigeante. Si elle permet d'attaquer et d'être critique, elle perd en endurance et en pouvoir d'attraction.

Le Grand-Amiral Yamamoto avait fait le même constat : ce genre de guerre doit-être court. Les attaques de Le Pen, basées sur le fait d'étouffer son adversaire par son bilan, de le submerger d'attaques *-fake* ou non-, de le déborder et de le contraindre à la bataille sur un terrain dangereux est une stratégie dangereuse. Son succès peut être phénoménal, mais sa faillite peut l'être tout autant.

Était-ce la stratégie du Front National, décidée au sommet, lors de ce débat ? Difficile à dire. Toujours est-il que le moindre grain de sable glissé dans ces rouages entraînerait la perte totale et irrémédiable du débat.

2h30 de débat représente une durée trop importante pour permettre aux manœuvres du FN de s'appliquer sans rencontrer de résistance. À l'image d'une *Blitzkrieg*, effort violent mais peu endurant, sa stratégie s'émousse sur les verrous, sur les chausse-trappes de l'énarque. Sans interlocuteurs, face à un public acquis, dans un discours appuyé d'un prompteur, il est nettement plus aisé de faire illusion. Face aux fortifications érigées par Emmanuel Macron, les attaques de Marine Le Pen n'ont pas été couronnées de succès. Dans un débat suivi, y compris par les médias, les *fake news* se sont retournées contre leur auteur. SFR ou Alstom ? UOIF accusé de soutenir Macron, alors qu'ayant été invité par le FN ?

N'est pas Trump qui veut. Les électeurs de France ne sont pas les américains. Les débats US s'adressent au public, ne sont pas des face-à-face. Ils sont face à des individus pour qui l'*anti-establishment* est quelque chose de significatif. Ils sont faits avec un esprit de *show* qu'apprécient les américains.

Les attaques de saturation de Le Pen, qui ont culminé avec ces étranges mimiques de fin de débat, ces étranges termes, n'ont pas fait mouche. Au contraire, elles ont rendu irritant, désagréable, ingérable le fait d'assister à ce débat.

Les journalistes modérateurs ont d'ailleurs rapidement perdu le contrôle du débat, lequel s'est mué en un déchainement entre deux candidats opposés, mais sans la moindre dignité et la moindre grandeur. Le débat s'est mué en *clash* digne de réseaux sociaux.

L'UE contre "Le sang et l'or"

La position sur l'économie de Macron est connue. Elle est libérale. Elle s'inscrit dans les directives de l'UE et dans celles de l'OMC. Son programme économique consiste en une libéralisation au niveau des conditions de travail, dans la poursuite de l'inversion des normes mises en place par la loi El-Khomri.

Dans sa vision de l'économie, les accords d'entreprise doivent se placer au-dessus des accords de branches, des conventions collectives. Elles doivent laisser libre court à des négociations de détail, dans lesquels le poids des syndicats sera réduit, dans lesquels la force des patrons sera maximale.

De même Macron promet au maximum l'ouverture des frontières économiques. Face à la terreur qu'inspire cette thèse, notamment à tous les tenants du protectionnisme, Macron sort la carte du discours impérial : pour lui, la lutte dans la concurrence internationale est une bataille que la France -le patronat français- peut gagner. Les tenants du protectionnisme, au final, ne disent que l'inverse : le patronat français perdra.

L'un ou l'autre importe peu, au final. Les communistes ne militent pas pour aider le patronat de leur pays.

Si Macron est pour l'UE, c'est qu'il y voit une opportunité pour le patronat français. Si Le Pen est contre, c'est qu'elle y voit une défaite. Si Emmanuel Macron est pour l'Euro, cela découle de la même raison ; il en est de même pour l'opposition à cette monnaie de la part de Marine Le Pen.

Est-il un cynique qui exécute une commande de la bourgeoisie ou un naïf ? Croit-il sincèrement que la croissance économique entraîne un "ruissellement de richesses" ? Est-il un adepte d'Adam Smith et de la "main invisible" ? Ce sont des questions sans réponses. Elles n'ont, en soi, pas d'importance et ne sont pas déterminantes quant au résultat. L'heure n'est pas encore au procès.

En revanche la position de Mme Le Pen, avec certitude, est d'un opportunisme sans nom. Se placer en défenseuse des "petites-gens", en candidate du peuple, est d'une ironie sans nom. L'anticapitalisme est un

fond de commerce typique des fascistes, lesquels ne considèrent les masses que comme des marchepieds dans leur accession au pouvoir.

Entendre Marine Le Pen pourfendre la loi El-Khomri et parler de son contact avec les travailleurs et travailleuses de Whirlpool est d'une délicateuse perfidie. L'avocate, issue d'un parti poujadiste, tablant sur les petits commerçants, qui se promeut parti du peuple, voilà une audace sans nom, qu'Emmanuel Macron n'a pourtant pas utilisé pour la faire trébucher. Il n'est pas de bon ton de rappeler le lien qui unit ce nom à cette loi.

Georges Politzer, philosophe et militant communiste, assassiné par les nazis, illustre parfaitement ce curieux anticapitalisme. Décortiquant la pensée fasciste, notamment celle du théoricien Rosenberg, il donne une explication de l'anticapitalisme fasciste.

"La lutte du sang contre l'or", voilà des termes, issu du *mythe du XXe siècle* de Rosenberg, qui auraient parfaitement leur place dans la bouche de Mme Le Pen.

Des termes qui, pour les fascistes, permettent une division entre un bon capitalisme et un mauvais capitalisme. Entre le capitalisme national, industriel, chauvin, familial ; entre le capitalisme international, la finance apatride, le cosmopolitisme.

Au dessus de la lutte des classes, elle pose l'argument massue : l'intérêt national. Cet intérêt national qui unit les "français" dans un creuset autour d'une même cause, d'un même but. Cette négation de la lutte des classes est une constante du fascisme.

Ainsi Politzer expliquait cela : *"Le mythe du « Sang » représente la trouaille. En appelant à la guerre du Sang contre l'Or, M. Rosenberg fait croire que l'Allemagne capitaliste mène une guerre anticapitaliste. M. Hitler parle même de la guerre de « deux mondes ».*

Mais est-ce que l'Allemagne a supprimé la division de la société en exploités et en exploités ?

Oui, dit M. Rosenberg.

Est-ce en supprimant la propriété privée des moyens de production et l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Non dit M. Rosenberg, car ce serait du bolchevisme.

Le « national-socialisme » ne supprime pas les classes à la manière « mesquine » de ceux qui ne peuvent pas se détacher des réalités vulgaires. Il a supprimé les classes par l'esprit, c'est-à-dire comme l'explique l'auteur du "Mythe du vingtième siècle", en faisant prendre conscience aux hommes de « l'unité raciale », de sa « force supérieure à toutes les autres ».

C'est ce qu'il appelle « le mystère du sang ».

En Union soviétique, où la société sans classes est réalisée, l'unification de la société est un fait.

En Allemagne hitlérienne, elle est un « mystère », parce que comme tous les mystères, elle n'existe que dans l'imagination de ceux qu'on trompe."

En mettant une entité métaphysique, nommée intérêt national, les fascistes comme Le Pen trompent et trahissent les ouvriers, les travailleurs, les opprimés et les exploités et les livrent pieds et poings liés à leur premier bourreau : leur bourgeoisie "bien de chez eux."

En indiquant que "*dans tous les cas, une femme sera élue: moi ou Mme Merkel*", Marine Le Pen joue la carte de la menace étrangère, menace récurrente, qu'elle n'est pas la seule à utiliser. Il est essentiel de noter que ses arguments sont les mêmes que ceux trouvés dans *Le Hareng de Bismarck*.

Lorsqu'elle défend une France "qu'on aime", elle use et abuse d'arguments dignes de la "*Rasseneele*"; "l'âme de race" : *Ainsi, par exemple M. Rosenberg propose aux Allemands du XXe siècle comme modèle les anciens Germains. Il trace ensuite de ces derniers des « portraits historiques ».*

Il se trouve alors que les anciens Germains possédaient précisément les traits de caractère que le régime hitlérien veut inculquer à la jeunesse.

La chose n'est pas difficile : pour que le national-socialiste puisse être modelé sur l'ancien Germain, M. Rosenberg commence par modeler l'ancien Germain sur le national-socialiste.

C'est encore le même procédé qui lui permet de présenter M. Hitler dont l'existence, en tant que personnalité politique, suppose le développement ultime du capitalisme, comme la réincarnation du « Herzog » germanique.

Il suffit pour cela de placer chez les anciens Germains du début de la féodalité les rapports sociaux qui caractérisent la fin du capitalisme.

La France éternelle de Mme Le Pen est un fantasme d'un passé glorieux qui n'a jamais existé. Elle est un fantasme taillé de toutes pièces pour correspondre à l'homme frontiste que désire le FN : réactionnaire, xénophobe, puritain, emprunt de pureté raciale.

Voici, *in fine*, le discours anticapitaliste du FN.

Voici l'opposition entre les deux candidats.

Dans le fond, Marine Le Pen, lorsqu'elle se fourvoie grossièrement sur l'Ecu, lorsqu'elle échoue à formuler quoique ce soit sur l'UE ou sur l'Euro, révèle qu'elle n'a simplement pas étudié la question. Les slogans et les phrases creuses sont son habitude. Dans les batailles de chiffres, dans les batailles de détail, la vision idéaliste du FN s'est faite écraser par la maîtrise de l'énarque.

Géopolitique et guerre.

Le Front national, hormis une équidistance entre les USA et la Russie, s'est montré très timoré dans son approche des questions internationales. Les questions ont été traitées à minima, se confondant fondamentalement avec la politique intérieure. Elles se sont donc résumées à "remettre des frontières", à compter sur des douaniers pour protéger de la menace terroriste, à opter pour des mesures spectaculaires mais sottes : expulsion des fichés S ; déchéance de nationalité...etc. Ironie des ironies, il s'agit de mesures proposées par le PS si laxiste. En revanche, le fait que le FN n'ait jamais voté pour les lois sur le renseignement -au niveau européen- n'a pas échappé à son détracteur.

Sur un sujet phare, le FN s'est retrouvé ridiculisé par son interlocuteur. Il est, il est vrai, dur d'argumenter sur le laxisme de la justice lorsqu'on est soi-même mis en examen.

De son côté Emmanuel Macron s'est montré dans la droite ligne de son positionnement politique impérial, qu'il a lui-même qualifié de Gaullo-Mitterrandien. Cela se traduit par une politique présentée comme indépendante, comme celle d'une puissance qui fait cavalier seul et qui préfère les accords bilatéraux aux coalitions dont elle ne pourrait tirer son épingle du jeu. De là à faire de Macron un nouveau Richelieu, des étapes restent à franchir.

Pourtant certains éléments démontrent une indéniable connaissance des problématiques liées à l'armée et au renseignement. Comme mentionné plus haut, Emmanuel Macron est bien conseillé. Contrairement à Marine Le Pen, qui ne fonctionne que par effet d'annonce, le présidentiable sait comment marche un système de renseignement intérieur, un système de surveillance. Dans son discours, les fiches S prennent tout leur sens, et il en comprend l'utilité.

De même, les questions liées aux exigences de l'armée, en termes de format, d'équipement, de logistique comme de technologies lui sont connues. Son plan quant aux forces militaires satisfait tant les services secrets que les différentes composantes de l'armée, qu'elles soient de l'air, de terre ou de mer.

Quant à l'engagement de ces forces, Emmanuel Macron se montre un héritier agressif : les opérations en Syrie et en Irak devraient s'intensifier, tant que la situation là-bas n'aura pas débouché sur un compromis acceptable pour les intérêts de l'impérialisme français.

Les questions liées au terrorisme ont trouvé leur écho dans ce débat : là encore Emmanuel Macron s'est montré plus docte que Marine Le Pen. Les questions liées aux responsabilités de la situation sociale dans le fait que les réactionnaires obscurantistes trouvent un écho dans une partie de la population. Sur ce point, il se place en rupture avec un Valls considérant que "expliquer est égal à excuser."

Mme Le Pen s'est empressée de voir dans cette position une brèche à exploiter, attaquant Macron sur ses liens supposés avec l'UOIF - organisation réactionnaire musulmane - lesquels sont supposés soutenir Emmanuel Macron.

Dans les faits, l'attaque a fait long feu. L'UOIF fut un intervenant invité par l'une des succursales du FN "Banlieue Patriote." De même, les révélations faites par Mediapart sur les liens unissant Jean-Claude Veillard, ex-candidat du Front National lors des municipales de 2014, avec -dans l'intérêt du groupe Lafarge- l'Etat Islamique. Les affaires du FN se retournent contre lui.

Il est essentiel de ne pas chercher à voir dans la ligne d'Emmanuel Macron une ligne progressiste en soi, sur la question du racisme d'Etat et de l'exclusion sociale. Il agit cependant en libéral pur et dur, position qui peut très bien se marier à une hostilité de fond au racisme et à l'intolérance religieuse ou ethnique. Laurence Parisot, ainsi, s'était montrée -probablement de toute bonne foi- par l'attitude de l'agitateur fasciste Zemmour quant aux questions religieuses et ethniques. Cela n'empêche nullement le candidat d'En Marche ! d'avoir une vision très utilitariste de l'immigration, de la souhaiter choisie et contrôlée, de la désirer constituée de diplômés.

C'est un point d'accord qu'il partage, de son propre aveu, avec son adversaire frontiste.

Sécurité Intérieure et Etat d'urgence.

Autre point d'accord, la sécurité intérieure. Macron, beaucoup plus que Le Pen, place sur un plan important l'aspect préventif du traitement des troubles à l'ordre public. A plusieurs reprises, il s'est exprimé sur une nécessité de prévenir les émeutes, les actions des groupes politiques d'extrême-gauche, que Mme Le Pen nomme "antifa", démontrant son ignorance de la question.

Ce point est bien plus crucial que l'examen superficiel pourrait laisser penser.

Les nouvelles dispositions juridiques accordées par l'Etat d'Urgence, en place depuis deux ans, ouvrent une nouvelle ère dans la manière de concevoir la sécurité intérieure. Elle se place sous l'angle de la recherche d'information -chose que Macron comprend très bien- la veille sur les réseaux sociaux, la traque, la recherche de signaux anormaux ou inquiétants. Ainsi, des suspicions de préparations d'attentats ont pu

être identifiées indirectement par l'augmentation du trafic de messages cryptés entre interlocuteurs surveillés. Sans avoir besoin de casser le code, la simple existence du signal suffisait en soi.

Ce système se double d'assignations à résidence, d'arrestations préventives, d'interdictions de manifester, de dissolutions d'organisations jugées "violentes." En somme, Emmanuel Macron prévoit de retourner les lois anti-ligues, pour les appliquer aux organisations révolutionnaires et de contestation radicales. Ces dispositions, dans un contexte de recomposition de l'échiquier politique de l'Etat français, dans une situation de pouvoir politique vulnérable, peuvent très aisément glisser vers une gestion autoritaire ou fascisante des conflits.

Il n'existe pas de muraille de Chine, ni de dispositions légales protectrices, qui peuvent intégralement prémunir contre un passage de la démocratie bourgeoise à un système de type fasciste. Si certains esprits mécanistes considèrent que Le Pen est directement égale à "fascisme" et, à l'inverse, que Macron est directement et immuablement égal à "démocratie", politiquement ceci est une fausseté. Les facultés de résilience de la société civile peuvent tout à fait entraver les tentatives de Le Pen d'appliquer son programme à la lettre, tandis qu'elles peuvent être neutralisée par le centrisme apparent de Macron. Dans une situation difficile ou critique, un centriste peut très bien recevoir l'ordre d'appliquer un régime caporalisé. N'oublions pas que les fossoyeurs de la révolution Spartakiste d'Allemagne, que ceux qui tentèrent d'étrangler la révolution bolchevik, portaient l'un et l'autre la Rose du socialisme, étaient tout deux des gens "de gauche", progressistes et démocrates.

Sur les questions liées à la police en tant que tel, Macron n'est nullement hostile à l'armement supplémentaire, à la protection supplémentaire par la justice. Sa proposition de verbaliser et de soumettre à l'amende les incivilités et les infractions a, en revanche, entraîné une réaction fascinante de clientélisme chez son adversaire.

Comparant ceci aux infractions routières, Mme Le Pen est étrangement sortie de ses gonds. Il est intéressant de savoir que le FN est hostile aux radars automatiques et table une partie de son fonds de commerce sur la défense des automobilistes -injustement- condamnés. Cette sortie, durant laquelle Marine Le Pen s'est mise à bafouiller que les automobilistes étaient "de braves types victimes de racket", est un exemple d'une très mauvaise communication.

Il semble donc que, dans l'esprit du FN, il soit permmissible de rouler à 240 km/h sur l'autoroute, risquant de mettre en péril la vie d'autres usagers, mais qu'en revanche, une femme voilée est une menace potentielle de guerre civile.

Auto-révision et colonisation

L'irruption prévisible de l'Islam dans le débat a permis au FN de tenter un nouveau tacle : L'affaire de la colonisation. Revenant sur les propos tenus par Emmanuel Macron à Alger, Marine Le Pen s'est exprimée ainsi : "comment voulez-vous que la jeunesse aime la France si vous lui dite qu'elle a commis le pire des crimes."

Nous avons commenté à plusieurs reprise cette déclaration du candidat, et notamment la réaction -lâche et méprisable- d'un Alexis Corbière bottant en touche lamentablement, se murant derrière un "il revient aux historiens de déterminer si la colonisation est un crime contre l'humanité." Pour peu, il serait possible de croire à une copie carbone des propos de Bruno Gollnisch, pour lesquels il fut condamné.

Laissons de côté le révisionnisme des sociaux-chauvins.

Ce qui devait être une victoire du FN s'est transformé en Berezina. Emmanuel Macron a joué la carte de l'honnêteté. Regarder son histoire en face plus que de choisir l'ignorance et l'oubli. Etant soutenu par les associations de Harkis, il est plausible que ce pari soit un succès.

Macron s'est permis de contre-attaquer en pointant du doigt une des grosses erreurs du FN : la déclaration sur la rafle du Vel'd'hiv. En tenant d'exempter la police et l'Etat de sa responsabilité -celle-ci reconnue en 1995 par Jacques Chirac- Marine Le Pen ramène les tendances négationnistes propres à son parti sur la table.

Ceci amène à une situation relativement cocasse : clamant que -pour son parti- la France était à Londres et non Vichy, Marine Le Pen trahit l'origine génétique de sa propre organisation : l'extrême-droite antigauilliste et collaborationniste. Constitué par des anciens agents de l'Allemagne nazie, renforcé par les déçus du gaullisme, les partisans de l'Algérie Française, les OAS, les fascistes en tout genre, son courant ne peut pas vraiment se targuer d'être Londonien plus que Vichyssois.

Ce n'est pas la première fois que le FN se contredit par rapport à ses positions passées : lors de la mort de Nelson Mandela, la présidente du FN a clamé avoir toujours soutenu le combat pour la Liberté mené par le héros de la lutte contre l'Apartheid. Pourtant les positions prises par son parti indiquent l'inverse et un soutien sans faille à la politique de séparatisme. Le vent tourne, les temps changent, mais les fascistes et leurs mensonges, non.

Pour revenir sur Georges Politzer et ce qu'il pouvait écrire dans *Révolution et contre-révolution au XXe siècle* : *M. Rosenberg constate donc qu'il y a une déformation ecclésiastique et une déformation chauvine de l'histoire. Il en tire la conclusion qu'il est temps d'ajouter aux déformations déjà existantes une déformation nouvelle, la déformation « allemande », c'est-à-dire, selon lui, national-socialiste. Déformer ainsi les faits, c'est ce que M. Rosenberg appelle « la liberté national-socialiste de la science ».*

Déformer l'histoire, c'est refaire l'histoire du passé selon les besoins du présent ; c'est subordonner l'histoire aux exigences d'une propagande. C'est ce que veut faire M. Rosenberg. Mais il est utile de savoir comment cette propagande est conçue.

Dans "Mein Kampf", M. Hitler établit la comparaison entre la propagande politique et la réclame. "Que dirait-on, écrit-il, d'une affiche destinée à vanter un nouveau savon et qui dirait qu'il y a aussi d'autres bons savons ? On secouerait la tête. Il en est exactement de même en ce qui concerne la réclame politique" ("Mein Kampf", édition allemande de 1935, page 200).

M. Hitler montre lui-même qu'il conçoit la propagande politique comme une réclame politique, conduite selon les principes de la publicité commerciale. Il soutient que la propagande vraie est, comme la publicité vraie, celle qui réussit, et que la propagande n'a pas à chercher la vérité objective dans la mesure où elle est favorable à d'autres.

Madame Le Pen considère aussi qu'il est de son droit de mentir et de déformer l'histoire, d'en faire un Roman National, et s'offusque qu'on le lui reproche.

Si ces sujets ont été centraux dans le débat, en en formant la plus grande partie, l'ossature, d'autres ont été périphériques voire même totalement absents.

Les figurants et les absents.

L'éducation est restée à peine effleurée. Trois petites minutes. Le programme de Macron est dans la droite ligne de la réforme L.R.U. et de l'autonomie des lycées, repoussée en 2005 grâce de la lutte contre la "loi Fillon." Le rêve Macroniste est libéral. Derrière l'application des accords de l'OMC ; du processus de Bologne, se trame plusieurs choses. D'une part une volonté de briser le "monopole d'Etat" sur l'éducation,

de l'autre une imbrication des intérêts privés, dont la présence doit permettre une meilleure intégration au marché du travail pour les jeunes. Dans les faits, elle se traduit par une volonté de créer une main d'œuvre spécifique, non reconnue dans les conventions collectives, jetables et corvéables à merci.

Quant à Mme. Le Pen, les choses restent superficielles : augmenter la présence du français, lutter contre les cultures d'origines. Une volonté de brimer, simplement.

Pas de mention de l'écologie, bien que le candidat d'En Marche ! ait repris à son compte le mot d'ordre creux de "planification écologique" de la France Insoumise.

Rien sur la recherche. Une évocation des problèmes médicaux en termes eux aussi creux. Pas un mot sur la culture, sauf pour indiquer que les sbires de madame Le Pen la sabrent allégrement.

Fondamentalement, le débat est resté cristallisé autour de l'*ad hominem* fasciste et des mots d'ordres libéraux.

Qu'en conclure ?

Ce débat transcrit avec une certaine fidélité l'état et les attentes de la société actuelle.

Marine Le Pen a joué la carte de la *punchline* en espérant que ce soit la seule chose qui reste dans la tête des téléspectateurs à l'issue du débat. Insinuations, coups de poker, bluffs... Les débats précédents, après tout, n'avaient laissé en mémoire que les piques de M. Mélenchon ou de M. Poutou.

Invité sur le plateau de Quotidien, Jacques Attali, soutien d'Emmanuel Macron, avait caractérisé cette campagne comme une campagne de l'anecdote. Il s'agit d'un fait indéniable. La société de l'information, loin d'être une société de l'approfondissement, se traduit par une société de la phrase d'accroche, du slogan, de l'enseigne lumineuse en néon.

Cette tendance, présente également dans notre camp, a rendu inaudible la propagande -au sens premier du terme, la démonstration d'une notion- pour ne conserver que l'agitation. Or, l'explication, l'explicitation, l'analyse demande du temps, demande de l'énergie. La bourgeoisie entretient sciemment les "remous de surface" pour camoufler les courants de fond. Les *clashs* par *tweet*, en 140 caractères, est un format qui avantage la rhétorique, non la théorie.

La conflictualité qui existe entre deux stratégies de la bourgeoisie est révélatrice : l'Etat français est à la croisée des chemins. Fatigué, usé, tailladé par la concurrence -surtout asiatique- l'impérialisme français est dans un creux. Il doit porter son choix dans l'offensive ou dans la défensive. Ce sont, en dernière instance, les lignes défendues dans ce débat.

Cette conflictualité est également révélatrice d'une césure au sein de la société. Les gouvernements successifs, le recul des conceptions politiques progressistes, l'abandon de la lutte idéologique ont légitimité, nourri et couvé les conceptions réactionnaires. Elles arrivent à maturité.

La bourgeoisie a réussi son plus grand tour de passe-passe : orienter la colère populaire dans le cul-de-sac réactionnaire. Orienter dans son sens la rage populaire.

Dans notre courte analyse *Macron l'illusion*, nous indiquions le fond de notre pensée. Le programme du FN est connu, il est clairement un programme fascisant, xénophobe et raciste. De ce point de vue *ite missa est*. La messe est dite.

Celui de Macron n'amène pas vers un soleil radieux, vers des lendemains qui chantent.

L'application de ce programme, de cette ubérisation de la société, entraînera une précarité plus grande, plus forte. Il débouchera inmanquablement sur une misère plus intense et plus sordide, sur une paupérisation accrue des masses. Par son libéralisme, il facilitera la concentration du capital et la ruine des petites entreprises au profit d'entreprises à caractère monopolistique.

Son discours impérial et agressif ne laisse rien supposer d'autre qu'une multiplication des interventions militaires, un accroissement des actes d'agression et d'ingérence commis à l'encontre d'autres nations, pour étendre la sphère de l'impérialisme français et ses tentacules.

La massification de la concurrence internationale laisse supposer une diminution des salaires, des droits des travailleurs, pour que la bourgeoisie française puisse demeurer compétitive.

Les législatives prochaines dévoileront la véritable nature politique des cinq prochaines années. Une assemblée en recomposition débouchera probablement sur un gouvernement de coalition. Avec qui ? La question est importante.

Marine Le Pen se voit déjà en figure principale de l'opposition. Son plus cher désir est de voir le centre de gravité du débat se placer entre le libéralisme et le fascisme. L'opportunisme de Mme Le Pen, cependant, la pousse à hurler au vol lorsque le PS appliquait ses conceptions.

Le danger est celui d'une synthèse entre les deux camps. S'ils ne peuvent s'entendre sur la stratégie de fond, le projet de société lepéniste peut très bien frayer son chemin jusqu'aux plus hautes sphères.

Fondamentalement, les choix sont restreints. Entre deux courants de la réaction et du recul social, certains trouvent la possibilité de choisir. Dans un sens nous ne saurions les blâmer. Sans organisation communiste puissante, capable d'avoir une action sur la société, comment reprocher à celles et ceux qui ne voient d'autre planche de salut que le vote de céder ? Nous ne le pouvons pas.

Nous devons, en revanche, comprendre que le premier acteur de notre faiblesse n'est pas la bourgeoisie. Elle mène sa politique, en fonction de ses intérêts. Nous ne pouvons reprocher à des anticommunistes ou des non-communistes de ne pas agir en communistes.

Nous sommes les premiers acteurs de notre faiblesse. Nous sommes aussi ceux de notre reconstruction.

La situation sociale n'est pas sur une voie d'amélioration, au contraire. La crise s'approfondit, bien qu'elle paraisse-en surface- cicatrisée. Nous bénéficions d'un sursis que nous devons mettre à profit impérativement pour forcer, gagner en unité, en efficacité, en influence.

Pour que naisse un camp du peuple, pour que naisse un phare capable de guider les masses, leur colère légitime, leur désir de lutte, vers une issue positive, constructive, révolutionnaire.

Nous ne devons pas nous relâcher en poursuivre le travail. Contre le jeu de la bourgeoisie, développons l'autonomie ! Construisons les bases de l'opposition extra-parlementaire. Unissons-nous et avançons sur la voie de la construction du Parti. Renforçons les unités communistes !

BIBLIOGRAPHIE :

John Costello : *La guerre du Pacifique - des origines à Hiroshima*. 2012

Basil Liddell-Hart : *La Seconde Guerre mondiale*. 1976

Georges Politzer : *Révolution et contre-révolution au XXe siècle*. 1941

D.S.I [Défense et Sécurité Internationale] n°128 - Avril 2017

UNITE COMMUNISTE -LYON-



Unitecommuniste.fr

Unite.communiste.lyon@gmail.com

Unité Communiste Lyon

[@UniteCommuniste](https://twitter.com/UniteCommuniste)

